



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 10 AOUT 2016

Théophile Kinda : *mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des composantes de la MONUSCO

Information publique :

Une délégation conduite par le chef de bureau de la MONUSCO en Ituri ainsi que le vice-gouverneur, a visité la localité de Gety afin de remettre aux populations cinq Projets à impact rapide (QIP) mis en œuvre dans la collectivité de Walendu Bindi, grâce au financement de la Mission onusienne.

Il s'agit de six salles de classe, un poste de police, un centre d'orientation et de transit pour les jeunes, un centre pour l'autonomisation des femmes et quatre points aménagés d'eau potable, ont été exécutés pour un montant total de 357.613 dollars américains.

Pour le chef de bureau de la MONUSCO en Ituri, M'hand Ladjouzi, « ces projets visent à assister les personnes vulnérables et à restaurer l'autorité de l'Etat au sud du territoire d'Irumu où les miliciens sont encore actifs ».

Plus de 3.000 personnes ont assisté à la cérémonie, démontrant ainsi leur enthousiasme pour ces projets et ont plaidé pour le dialogue politique avec le groupe armé FRPI, en vue d'éradiquer la milice de la région.

La délégation a également visité deux autres projets en cours d'exécution et financé par la MONUSCO, à savoir une maison des droits humains pour les victimes de violence sexuelle et un centre de formation pour les jeunes.

La MONUSCO a déjà réalisé plusieurs projets à impact rapide au sud d'Irumu. Il s'agit entre autres de la construction de trois bureaux de la Police dans les localités d'Aveba, Gety et Olongba et de la prison centrale de Gety.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Toujours en Ituri, plusieurs étudiants venus de 8 universités ont participé hier à Bunia, à un atelier de sensibilisation sur la lutte contre l'exploitation et l'abus sexuel par les casques bleus organisé par l'unité Conduite et Discipline de la MONUSCO en partenariat avec les ONG locales « Justice-Plus », « Le bon samaritain » et « SOFEPADI », spécialisée dans la lutte contre les violences sexuelles et l'impunité.

« Bien que les actes d'exploitation et d'abus sexuel commis par du personnel des Nations Unies en République démocratique du Congo soient en baisse, un cas commis est déjà un cas de trop », a dit le responsable de l'unité Conduite et Discipline de la MONUSCO. En sensibilisant les étudiants, la MONUSCO/ Ituri espère encourager et faciliter la dénonciation des cas qui seraient commis par le personnel des Nations Unies en suivant les normes en la matière notamment la confidentialité (pour protéger aussi bien la victime et l'auteur présumé mais également le rapporteur) et les preuves accompagnant la dénonciation pour faciliter l'investigation.

Ainsi, sur la base de discussions franches et ouvertes, cet atelier a d'abord clarifié la définition d'exploitation et d'abus sexuel, et a ensuite présenté les règles et mécanismes mis en place pour limiter les cas qui peuvent être commis par le personnel des Nations Unies. Surtout, les participants ont compris comment rapporter tout cas suspect aux ONGs locales ou au bureau Conduite et Discipline de la MONUSCO pour qu'une enquête soit menée et que les procédures de sanction probables soient initiées contre le personnel impliqué.

A Dungu, environ 300 jeunes leaders d'associations de différentes structures des six quartiers de Dungu ont, en présence des autorités politico-administratives du territoire, participé du 2 au 6 août 2016, à une campagne de sensibilisation sur le mandat de la MONUSCO et les élections apaisées.

Organisée par la section de l'Information publique de la MONUSCO-Dungu, cette campagne s'inscrit dans le cadre des préparatifs des prochaines échéances électorales dans les provinces du Haut et Bas-Uélé, et a pour objectif, d'une part, de faire comprendre aux jeunes leaders le mandat de la MONUSCO que le Conseil de sécurité lui a confié à travers la résolution 2277 du 30 mars 2016, d'expliquer aussi son rôle dans l'organisation des prochaines échéances électorales, son appui aux populations congolaises.

D'autre part, elle vise à amener les jeunes de cette contrée à cerner l'enjeu des prochaines élections ainsi que le rôle qu'ils sont appelés à jouer.

A Kalemie, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la jeunesse, la Section de l'Information publique de la MONUSCO-Kalemie organise le 12 août 2016, une projection documentaire sur la MONUSCO. Cette activité est également une contribution de la MONUSCO aux initiatives prévues dans le cadre des colonies de vacances pour occuper utilement les enfants.

Cette séance est destinée à une cinquantaine d'enfants de 10 à 14 ans, garçons et filles, encadrés principalement par diverses associations de Kalemie ainsi qu'à ceux du personnel de la MONUSCO. Outre la projection du film, des thèmes de campagne contre le recrutement d'enfants dans les groupes armés, les droits de l'enfant seront abordés. Un jeu-concours mettra fin à la rencontre.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Activités de l'Equipe-pays

Appui de l'UNICEF à la campagne d'inscription 2016-2017 de 2 millions d'enfants de 6-7ans :

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et ses partenaires, dont l'UNICEF, vont procéder le jeudi 11 août 2016 au lancement de la campagne d'inscription des enfants à l'école primaire. Dans le cadre de la rentrée scolaire 2016-2017, l'UNICEF appuie le Gouvernement à organiser la campagne d'inscription de plus 2 millions d'enfants âgés de 6 et 7 ans.

Cette campagne est l'une des stratégies mises en œuvre pour accélérer l'atteinte de la scolarisation primaire universelle en RD Congo où le nombre d'enfants ayant l'âge de scolarisation obligatoire est estimé à 3,5 millions selon l'enquête « Enfants et Adolescents en Dehors de l'Ecole (EADE 2012) ». Parmi eux, ce sont deux millions d'enfants de 6 à 7ans qui sont ciblés par cette campagne.

Outre l'information et la sensibilisation des parents et des communautés sur l'importance et les avantages de l'éducation des enfants, l'UNICEF distribuera des fournitures scolaires à au moins 1,4 million de nouveaux entrants et accompagnera le volet de la campagne qui prévoit l'organisation dans les deux semaines qui suivront la rentrée scolaire des activités d'identification des enfants non encore inscrits.

Par ailleurs, l'UNICEF met en œuvre un programme de protection sociale en octroyant des subventions à 5 000 écoles primaires pour assurer la rétention et la réussite scolaire des enfants les plus vulnérables.

Gros plan sur le programme « Ecole et village assainis » soutenu par l'UNICEF

En réponse à une question posée lors d'une précédente conférence à propos du programme Ecole et village assainis, sachez que ce programme national est aujourd'hui considéré par le gouvernement congolais comme l'une des actions prioritaires permettant de lutter efficacement contre les maladies d'origine hydrique et la malnutrition chronique dans les campagnes, tout en contribuant à la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (SCR).

Le programme « Ecoles et Villages Assainis » est un programme mis en œuvre par les Ministères de la Santé Publique et de l'Education Primaire, Secondaire et Professionnelle (EPSP). Il est soutenu techniquement et financièrement par l'UNICEF à travers ses fonds propres et ceux de ses partenaires tels que la Coopération Britannique ou USAID. Le programme est actuellement dans sa deuxième phase (2013-2017) ayant pour objectif principal d'assurer la durabilité des certifications sur une période d'au moins 3 ans pour tous les villages ayant été certifié depuis 2008, tout en créant des mécanismes de redevabilité entre les communautés et les institutions.

A ce jour, et depuis le début du programme, à travers toute la RDC ce sont plus de 6 500 villages et plus de 1 500 écoles qui ont été certifiées, soit plus de 4, 5 millions de Congolaises et Congolais, dont 450 000 écoliers.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

L'OIM engagée contre la fièvre jaune en République démocratique du Congo avec le soutien du Japon :

Le gouvernement japonais a fait don d'une subvention d'urgence de 500.000 USD afin d'intensifier les efforts de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) visant à contenir l'épidémie de fièvre jaune actuellement en cours en République démocratique du Congo (RDC).

L'épidémie, qui a d'abord été détectée à Luanda, en Angola, fin décembre 2015, s'est depuis propagée en RDC, où des cas ont été signalés dans plusieurs provinces du pays. Alors que la grande majorité des cas confirmés ont été importés d'Angola, il est crucial d'intensifier la surveillance et les examens médicaux aux frontières notamment dans les provinces du Kasai et Lualaba.

En coopération avec le Programme national congolais de l'hygiène aux frontières (PNHF), l'OIM évaluera la capacité des acteurs de l'Etat à dépister les voyageurs aux points d'entrée clés. Une formation sera également dispensée aux responsables de la santé aux frontières et des équipements de protection personnelle ainsi que du sérum contre la fièvre jaune seront distribués.

Une équipe de secours d'urgence japonaise spécialisée dans les maladies infectieuses est déjà présente sur le terrain pour aider à lutter contre l'épidémie.

Les interventions de l'OIM en RDC reposent sur son expérience et son expertise en matière d'urgences sanitaires du point de vue de la migration et de la mobilité humaine. Ses activités contribuent au Plan de réponse stratégique de l'OMS face à la fièvre jaune.

En juin dernier, l'OIM en RDC avait utilisé un fonds interne pour former 25 responsables du Ministère de la santé à la réponse et à la surveillance intégrées des maladies et à la fièvre jaune.

PNUD : Intégration du genre dans les sciences sociales et humaines

Un atelier de trois jours sera organisé du 10 au 12 août 2016 à Kinshasa (hôtel Royal) sur la prise en compte du genre dans les sciences sociales et humaines. Le Réseau Universitaire des chercheurs sur le Genre (RUCG) organise avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ces assises qui ont pour objectif de donner la parole aux experts et théoriciens universitaires issus de divers champs disciplinaires.

Ceux-ci fourniront des matériaux de discussions et formuleront des recommandations pour améliorer la traçabilité du genre dans les actes et axes de recherche et d'enseignement du monde académique de la RDC. Quatre-vingt expertes et experts, professeurs, cheffes et chefs de travaux, assistantes et assistants issus des universités et instituts supérieurs prendront part à cet atelier. A l'issue de la session de travail, une méthodologie claire sera définie pour soutenir les efforts d'intégration du genre dans les programmes de sciences sociales, humaines, pédagogiques et économiques dans les Universités et Instituts supérieurs.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Remise officielle des bâtiments et des acquis du projet conjoint PNUD/OIM/ONU-HABITAT à Minova :

Le Projet intégré de stabilisation du Nord Kalehe (province du Sud-Kivu) financé par le fonds pour la consolidation de la Paix dans le cadre du STAREC/ISSSS a été mis en œuvre depuis décembre 2014 par un consortium de trois agences du système de Nations Unies à savoir : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ONU-Habitat.

Ses objectifs sont d'appuyer la consolidation de la paix et stimuler l'économie locale. Le territoire de Kalehe est considéré comme une zone fragile davantage affectée par les conflits à l'est de la République démocratique du Congo. Les interventions du projet ont notamment abouti aux réalisations suivantes qui seront remises officiellement le vendredi 12 août 2016 : la construction et l'équipement en mobiliers de trois bâtiments administratifs et de la police ; les formations de 45 agents administratifs et de 30 policiers et le déploiement des policiers recyclés dans les localités de Numbi, Zirhalo, et Minova ; la mise en place de cadres de concertation dans les trois sites (Minova-Numbi-Ziralo) ; et la construction de centres de négoce à Numbi.

Partenariat PNC-ONUSIDA : 500 policiers de Mbuji-Mayi sensibilisés à la lutte contre la discrimination au VIH/sida

La campagne de sensibilisation contre la discrimination liée au VIH/Sida et de dépistage ciblant 500 éléments de la Police Nationale Congolaise (PNC) basés à Lukelenge, site de formation de la PNC situé à 13 km de Mbuji-Mayi (Kasaï Oriental) a été lancée le 5 août 2016.

Les policiers se sont familiarisés avec les voies de transmission du VIH/Sida, la prise en charge de la maladie et les stratégies mondiales mises en place par l'ONUSIDA et tous ses partenaires pour mettre fin au sida d'ici 2030. Sur les 500 policiers sensibilisés, 437 ont choisi de passer un test de dépistage afin de connaître leur statut sérologique.

Cette campagne de sensibilisation des policiers est portée par la mairie de Mbuji-Mayi qui matérialise ainsi l'Initiative-Ville de l'ONUSIDA qui appelle les villes à s'impliquer davantage dans la riposte au VIH/sida.

Plus de 7.200 préservatifs masculins ont été distribués au cours de cette campagne organisée par l'ONUSIDA en partenariat avec le PNMLS, le PNLS, l'OIM, la MONUSCO et SANRU.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Capitaine Yassine Kasmi, porte-parole militaire par intérim)

Les rapports liés à la situation sécuritaire ayant prévalu durant la semaine écoulée **dans la ville-province de Kinshasa**, ainsi que **dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo (RDC)**, font état d'une accalmie réelle observée dans cette partie du pays.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, l'environnement sécuritaire est demeuré volatile, et a été caractérisé par une faible résurgence des activités négatives des groupes armés, notamment l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA).

Toutefois, la situation sécuritaire demeure sous le contrôle effectif de troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), soutenues par celles de la Force de la MONUSCO, qui poursuivent leurs opérations vigoureuses, dans le but de neutraliser le groupe armé précité.

A cet effet, selon les sources de la Police onusienne de Dungu, le 30 juillet 2016, des troupes des FARDC ont engagé pendant quatre heures, des éléments supposés appartenir à la LRA actifs dans la localité de Nambiabangala, située à 11 kilomètres au Nord de Niangara, dans le but de contrer leur activisme et d'assurer une protection optimale des populations civiles.

Dans la province de Bas-Uélé, le 27 juillet 2016, des éléments de la LRA ont fait incursion dans la localité de Nambangu, située à 18 kilomètres au Sud de Banda, pillé des biens de valeur et utilisé comme porteurs trois (03) individus kidnappés.

Les victimes ont déclaré à leur libération que les assaillants étaient lourdement armés et parlaient "Acholi", une langue du Nord de l'Ouganda.

Par ailleurs, le conflit armé rapporté récemment entre les factions belligérantes au Soudan du Sud, continue de générer des mouvements significatifs des populations civiles vers la RDC, particulièrement dans la localité d'Aba, située à 65 kilomètres à l'Est de Faradje, dans la province de Haut-Uélé.

Des ressortissants congolais implantés dans le pays susmentionné, retournent également dans leur pays d'origine.

Au 1^{er} août 2016, les autorités locales d'Aba ont enregistré 2.061 personnes retournées, dont 318 femmes et 1.503 enfants.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR), au 3 août 2016, 6.109 réfugiés Sud-Soudanais sont arrivés dans le territoire d'Aru, situé à 280 kilomètres au Nord de Bunia.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les autorités locales, les Forces congolaise et onusienne, ainsi que le HCR, surveillent étroitement cette situation, en vue de sécuriser efficacement cette région, et de faciliter l'assistance humanitaire à ces déplacés.

En Ituri, une baisse significative des activités négatives des éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et ceux du groupe Mayi-Mayi a été observée pendant la période sous examen dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu et celui de Mambasa, et ce, suite aux opérations militaires déterminantes menées sur le terrain par l'armée congolaise avec le soutien de la Force de la MONUSCO, et l'assistance des populations locales.

Dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu, les FARDC maintiennent sous contrôle l'environnement sécuritaire avec le soutien de la Force onusienne et le ralliement des populations locales.

Le 2 août 2016, des éléments du FRPI ont tendu une embuscade dans la localité de Kochi, située à approximativement 6 kilomètres au Sud-est de Kagaba, et pillé des civils en déplacement de Kagaba vers Soke.

Le 3 août 2016, environ sept (07) éléments du FRPI ont fait incursion dans la localité de Kelege, située à approximativement 12 kilomètres au Sud-ouest de Soke, attaqué des civils et pillé des biens de valeur dans six maisons.

Le 4 août 2016, un groupe d'éléments supposés appartenir au FRPI, a été repoussé par des populations locales, qui ralliées à l'action des Forces congolaise et onusienne de combattre les forces négatives et d'éviter toute collaboration avec elles, ont résisté au pillage de leurs biens dans le quartier Dimo de la localité d'Aveba.

Le 5 août 2016, une patrouille des FARDC a engagé des éléments supposés appartenir au FRPI dans la localité d'Aluva, située à environ 8 kilomètres au Nord-ouest d'Aveba, et récupéré du bétail pillé.

Dans le territoire de Mambasa, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, poursuit sans relâche, ses opérations contre les groupes armés actifs, auteurs d'attaques contre les autorités locales, les Forces de Défense et de Sécurité, ainsi que les populations civiles.

Le 3 août 2016, six (06) éléments du groupe Mayi-Mayi, impliqués dans le braconnage ainsi que les attaques récentes menées contre les autorités locales dans la localité d'Alambi, située près de Nduye (60 kilomètres au Nord de Mambasa-centre), et arrêtés par les troupes des FARDC au cours d'opérations vigoureuses menées contre leurs positions, ont été présentés pour leur prise en compte, aux autorités et populations locales à Mambasa-centre.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire est demeurée tendue, volatile et imprévisible, du fait de l'activisme des groupes armés dans plusieurs territoires de cette province.

Des incidents liés aux attaques, pillages, embuscades, meurtres, violences sexuelles, taxations illégales et kidnappings, perpétrés par les éléments de groupes armés, ont été rapportés pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Des accrochages entre des groupes armés belligérants, ont provoqué des tués dans les rangs de ces forces négatives, mais également des déplacements de populations civiles.

Dans le territoire de Beni, les troupes des FARDC soutenues par celles de la Force de la MONUSCO, maintiennent dans le cadre de l'opération dénommée « **Usalama** » (**Sécurité**), la pression militaire sur l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), dans le but de sa neutralisation, et ce, en dépit de l'activisme de ses éléments rapportés durant la semaine écoulée.

En effet, les rapports ont fait état de plusieurs accrochages entre les troupes gouvernementales et les rebelles de l'ADF pendant la période sous examen.

Toutefois, les FARDC, soutenues par la Force de la MONUSCO, maintiennent sous contrôle la situation sécuritaire dans le territoire de Beni.

Le 31 juillet 2016, les FARDC ont rapporté l'arrestation d'un (01) présumé élément de l'ADF dans la localité de Mampopoyo, située à approximativement 30 kilomètres au Nord d'Eringeti.

Le 1^{er} août 2016, des accrochages ont eu lieu entre les FARDC et les éléments de l'ADF dans la région de Mwalika, du parc national de Virunga, au cours desquels deux (02) rebelles ont été tués et un (01) autre capturé.

Les 1^{er} et 2 août 2016, des combats ont été rapportés entre les FARDC et les éléments de l'ADF dans la localité de Nadeu, située à approximativement 14 kilomètres à l'Est d'Eringeti.

Le 4 août 2016, des éléments supposés appartenir à l'ADF en provenance de Karante vers Madina (6 kilomètres au Nord-ouest de Simuliki), ont tiré une roquette sur les positions du contingent Tanzanien de la Force de la MONUSCO situées au pont Simuliki (31 kilomètres à l'Est d'Oicha).

Les Casques bleus ont repoussé l'attaque, en ripostant vigoureusement avec des armes lourdes et légères. Aucune victime n'a été rapportée chez les soldats de la paix.

Le même jour, des patrouilles d'intervention rapide des troupes coalisées FARDC-MONUSCO, basées à Mamudioma et Semuliki, ont été promptement déployées et libéré tous les passagers d'un véhicule, pillés et kidnappés par des éléments de l'ADF.

A la même date, les FARDC ont engagé les éléments de l'ADF dans la localité de Mwalika, située à 32 kilomètres au Nord-est de Lubero, tué un (01) insurgé, et saisi un lot important de documents.

Le 8 août 2016, les FARDC ont dans le cadre de l'opération dénommée « **Usalama** » (**Sécurité**), lancé, avec le soutien de la Force de la MONUSCO, des offensives contre les positions de l'ADF situées dans la région du "Triangle", au Sud-est d'Eringeti.

Le bilan reste à déterminer.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de Walikale, le 29 juillet 2016, la compagnie de génie Sud-africaine de la Force de la MONUSCO, a dans le cadre des opérations civilo-militaires, terminé les travaux de réhabilitation du pont Rwindi, situé à 33 kilomètres à l'Est de Buleusa.

Cette importante réalisation de la Force onusienne facilitera l'acheminement rapide de l'assistance humanitaire en termes de vivres dans la localité de Buleusa, et ce, dans les moindres coûts.

Au chapitre des redditions dans la province, du 3 août 2016 à ce jour, onze (11) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **quatre (04) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), trois (03) du groupe Mayi-Mayi "Charles", un (01) de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS), un (01) du groupe Mayi-Mayi Nyatura, un (01) du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo-Rénové (NDC-R) et un (01) du groupe Mayi-Mayi Mazembe.**

Au Sud-Kivu, les Forces congolaise et onusienne continuent de maintenir l'environnement sécuritaire sous leur contrôle, suite aux activités militaires menées contre les groupes armés actifs.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire demeure volatile.

Elle a été caractérisée le 31 juillet 2016, par l'attaque menée par des éléments du groupe Mayi-Mayi Bakata-Katanga contre la localité de Kyalwe, située à 117 kilomètres au Sud de Mitwaba, au cours de laquelle le chef local a été tué, et des biens de valeur pillés.

Toutefois, les Forces de Défense et de Sécurité congolaises maintiennent l'environnement sécuritaire sous leur contrôle dans cette province.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené plusieurs patrouilles armées de jour comme de nuit, et fourni également de nombreuses escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04